

LES ECHOS

Le grand plan de formation des chômeurs contrarié par la crise

A mi-parcours, le plan d'investissement dans les compétences a permis de financer la moitié des deux millions de formations visées pour les actifs pas ou peu qualifiés, se félicite le ministère du Travail. Mais leur taux d'emploi a chuté avec le Covid.

Des résultats en ligne avec les objectifs, malgré le coup d'arrêt lié la crise : c'est le bilan à mi-parcours que le ministère du Travail a dressé du grand plan de formation des chômeurs ou des jeunes éloignés de l'emploi, plus connu sous son acronyme de PIC - pour plan d'investissement dans les compétences. Avec un million de formations financées de 2018 à 2020, « *le bilan est bon, voire très bon* », a souligné lundi la haut-commissaire aux compétences, Carine Seiler. Toutes les parties prenantes, régions en premier chef, ont apprécié d'être associées. Mais pour le comité scientifique indépendant chargé d'évaluer le PIC, il est encore trop tôt pour crier victoire.

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron dotée de 15 milliards d'euros, financé pour moitié par l'Etat et l'autre par les entreprises, [le PIC est censé obéir à un triple objectif](#) : rattraper le retard de la France en matière de formation des actifs pas ou peu qualifiés ; éviter les à-coups budgétaires grâce à un financement pluriannuel ; innover dans la pédagogie. Pour rappel, ce plan est censé ramener durablement dans l'emploi 300.000 personnes d'ici à la fin du quinquennat, soit une baisse de 1 point du taux de chômage structurel, [défendait en 2017 l'un de ses artisans, l'économiste Jean Pisani-Ferry](#) .

Cibles atteintes

Après une année 2018 d'amorçage, ce plan multi-facettes a véritablement démarré en 2019 [une fois les conventions avec les régions signées](#) (sauf AURA et PACA qui ont refusé, leur part du gâteau étant gérée par Pôle emploi). Pour quels résultats ? A fin 2020, le PIC a permis de financer la moitié des 2 millions de formations visées en plus de celles prises en charge par les régions sur le quinquennat. Pour le ministère, le reste du chemin sera atteint sans problème en 2021 et 2022.

Conséquence logique, le taux d'accès des chômeurs à la formation est passé d'un sur dix en 2015 à près d'un sur six l'année dernière. Les jeunes, les résidents de quartiers prioritaires de la ville ou les bénéficiaires du RSA en ont particulièrement profité. Ils ont été formés à des métiers parmi les plus recherchés par les entreprises, toujours selon la rue de Grenelle. Seul bémol affiché, les handicapés sont restés au bord de la route. « *Les effets sont positifs. La dimension qualitative du plan évite la pression des chiffres comme c'était le cas avant* », abonde le président de la commission emploi, formation professionnelle et apprentissage de l'association régions de France, tout en marquant bien la volonté des régions de rester acteurs de premier niveau.

Chute du taux d'emploi

Sauf que la crise est passée par là. Après avoir baissé, le taux d'abandon des formations se situe au-dessus de son niveau d'avant premier confinement. Le sentiment d'utilité des formations s'érode. Surtout, après avoir progressé d'un point et demi, le taux d'emploi six mois après une formation a chuté de près de sept points, à 50,8 %. Pour Carine Seiler, cette marche sera difficile à rattraper totalement d'ici à 2022, sans que cela remette en cause les fondements du PIC. « *Le temps long est indispensable [...] Ce n'est pas le moment de relâcher l'effort* », a-t-elle insisté.

Contributeur.trice.s du CEET : Carole Tuchsirer

Source : Les Echos



12 avril 2021

<https://ceet.cnam.fr/le-ceet/medias/le-grand-plan-de-formation-des-chomeurs-contrarie-par-la-crise-1251635.kjsp?RH=>